

CHAPITRE 01

INTERVENTION DE L'ÉTAT EN ÉCONOMIE

L'économie publique est **une branche fondamentale de l'économie qui examine le rôle de l'État dans l'économie**. Son importance s'est accrue au fil du temps, notamment en raison des défis contemporains tels que les crises économiques, les inégalités croissantes et les préoccupations environnementales.

Cette discipline explore :

- *Les raisons pour lesquelles l'État intervient dans l'économie,*
- *Les moyens par lesquels il le fait,*
- *Et les impacts de ces interventions sur le bien-être collectif.*

1. POURQUOI L'ÉTAT INTERVIENT-IL DANS L'ÉCONOMIE ?

L'intervention de l'État dans l'économie est motivée par plusieurs raisons. Premièrement, l'État cherche à corriger les défaillances du marché. Ces défaillances se manifestent lorsque le marché échoue à allouer les ressources de manière efficace ou équitable. Les biens publics et les externalités sont des exemples typiques de ces défaillances.

- **LES BIENS PUBLICS**, tels que la défense nationale ou l'éclairage public, sont non-exclusifs et non-rivaux, ce qui signifie que leur consommation par un individu n'empêche pas leur consommation par un autre, et il est difficile d'exclure quelqu'un de leur utilisation. Cela conduit souvent à une sous-production de ces biens par le secteur privé.
- **LES EXTERNALITES**, quant à elles, se produisent lorsque les actions d'un agent économique affectent le bien-être d'un autre sans compensation. Par exemple, la pollution industrielle peut nuire à la santé publique sans que les entreprises responsables en supportent les coûts. Dans de tels cas, l'intervention de l'État est nécessaire pour internaliser ces coûts externes, soit par la régulation, soit par la fiscalité.

Deuxièmement, l'État intervient pour redistribuer les ressources et réduire les inégalités économiques. La fiscalité progressive et les transferts sociaux sont des

outils couramment utilisés pour atteindre cet objectif. Par exemple, un système fiscal qui impose davantage les hauts revenus pour financer des services publics ou des prestations sociales aux plus démunis contribue à une plus grande équité sociale.

2. COMMENT L'ÉTAT INTERVIENT-IL DANS L'ÉCONOMIE ?

L'État utilise divers instruments pour intervenir dans l'économie, que l'on peut regrouper en trois catégories principales : les interventions incitatives, productives et redistributives.

- **INTERVENTIONS INCITATIVES.** Ces interventions visent à améliorer l'efficacité des marchés. Par exemple, pour lutter contre les externalités négatives comme la pollution, l'État peut imposer des taxes environnementales, ce qui incite les entreprises à réduire leurs émissions polluantes. De même, pour promouvoir des externalités positives, telles que l'éducation ou la recherche et développement, des subventions peuvent être accordées.
- **INTERVENTIONS PRODUCTIVES.** L'État peut aussi produire directement des biens et services, soit par ses propres moyens, soit en passant des commandes publiques à des entreprises privées. Par exemple, la construction d'infrastructures publiques comme des routes, des écoles et des hôpitaux est souvent réalisée par l'État pour répondre à des besoins collectifs que le secteur privé ne pourrait pas satisfaire de manière adéquate.
- **INTERVENTIONS REDISTRIBUTIVES.** Ces interventions visent à corriger les inégalités économiques par le biais de la fiscalité et des transferts sociaux. Par exemple, l'impôt sur le revenu progressif permet de redistribuer les ressources des plus riches vers les plus pauvres, contribuant ainsi à réduire les inégalités de revenus et à financer des programmes sociaux.

3. IMPACT DES INTERVENTIONS PUBLIQUES

Les interventions de l'État ont des impacts variés sur l'économie. Elles peuvent améliorer l'efficacité économique en corrigeant les défaillances du marché et en fournissant des biens publics essentiels. En outre, elles peuvent promouvoir la justice sociale en redistribuant les ressources et en garantissant un minimum de bien-être à tous les citoyens. Cependant, ces interventions doivent être soigneusement conçues et mises en œuvre pour éviter des effets indésirables, tels que des distorsions économiques ou une dépendance excessive aux aides publiques.

A. Amélioration de l'efficacité économique

L'État intervient pour corriger les défaillances du marché, notamment les externalités, les biens publics et les asymétries d'information.

- **Externalités** : Les externalités négatives, comme la pollution, sont corrigées par des taxes environnementales ou des réglementations, incitant les entreprises à réduire leurs émissions. Les externalités positives, comme l'éducation, sont encouragées par des subventions, augmentant ainsi l'accès et la qualité des services éducatifs.
- **Biens publics** : Les biens publics, tels que la défense nationale ou les infrastructures, sont non-rivaux et non-exclusifs, et ne sont pas fournis efficacement par le marché privé. L'État finance et fournit ces biens pour garantir que tous les citoyens puissent en bénéficier, ce qui améliore l'efficacité économique générale.
- **Asymétries d'information** : L'État réduit les asymétries d'information en réglementant la transparence et l'information, permettant ainsi aux consommateurs de faire des choix informés et améliorant le fonctionnement des marchés.

B. Promotion de la justice sociale

L'État redistribue les ressources pour réduire les inégalités économiques et sociales à travers la fiscalité progressive, les transferts sociaux et l'accès universel aux services de base.

- **Fiscalité progressive** : Un système fiscal progressif impose des taux plus élevés aux revenus plus élevés, redistribuant ainsi les revenus pour financer des services publics et des programmes sociaux, réduisant les écarts de revenus et offrant des opportunités égales.
- **Transferts sociaux** : Les programmes de transferts sociaux, tels que les allocations familiales et les pensions de retraite, fournissent un filet de sécurité, garantissant un niveau de vie minimum et réduisant la pauvreté.
- **Accès universel** : L'État assure l'accès universel à des services essentiels comme la santé et l'éducation, offrant un minimum de bien-être à tous les citoyens et améliorant la santé publique et la productivité économique.

C. Stabilisation macroéconomique

Les interventions publiques stabilisent l'économie par des politiques budgétaires et monétaires adaptées.

- **Politiques budgétaires** : En période de récession, l'État peut augmenter les dépenses publiques et réduire les impôts pour stimuler la demande globale, créant des emplois et relançant l'économie.
- **Politiques monétaires** : Les banques centrales ajustent les taux d'intérêt et contrôlent l'offre de monnaie pour influencer l'inflation et l'emploi, encourageant les emprunts et les investissements pour stimuler la croissance économique.
- **Régulation financière** : Les régulations financières préviennent les crises en imposant des réserves bancaires et des pratiques de prêt sécurisées, réduisant le risque de faillites et protégeant les épargnants.

D. Risques et effets indésirables

Malgré leurs avantages, les interventions publiques peuvent avoir des effets négatifs si elles ne sont pas bien conçues.

- **Distorsions économiques** : Des interventions mal calibrées peuvent perturber les mécanismes de marché, entraînant des inefficacités et un gaspillage de ressources.
- **Dépendance aux aides** : Une aide publique excessive peut réduire l'incitation à la productivité et à l'autonomie, encourageant la dépendance.
- **Déficits budgétaires** : Les politiques expansionnistes peuvent entraîner des déficits budgétaires et une augmentation de la dette publique, limitant la capacité de l'État à financer des services futurs.
- **Accaparement Réglementaire** : Les politiques peuvent être influencées par des intérêts particuliers, favorisant des groupes spécifiques plutôt que le bien-être général.
- **Inefficacité administrative** : La bureaucratie et la corruption peuvent entraver la mise en œuvre efficace des politiques publiques, réduisant leur impact positif.

En guise de conclusion, les interventions publiques sont cruciales pour corriger les défaillances du marché, promouvoir la justice sociale et stabiliser l'économie. Cependant, elles nécessitent une conception et une mise en œuvre réfléchies pour maximiser leurs avantages et minimiser leurs risques, assurant ainsi une amélioration du bien-être collectif.